

LA FRANCE BROYÉE DANS L'ENGRENAGE UE-OTAN ===== Une analyse d'Antoine Carthago



La récente adhésion - le 5 juin 2017 - du Monténégro à l'OTAN est l'occasion, pour Antoine Carthago de faire le point sur les conséquences de l'appartenance de la France à l'UE et à l'OTAN. Sous ce pseudonyme

LA FRANCE BROYÉE DANS L'ENGRENAGE UE-OTAN

Le Premier ministre du Monténégro, Dusko Markovic, a assisté en tant qu'observateur au sommet de l'OTAN qui s'est tenu le 25 mai dernier à Bruxelles. Son pays est [devenu officiellement le 29^e membre de l'Alliance atlantique le 5 juin](#). Renforçant sa présence dans les Balkans, l'OTAN est désormais présente sur toute la façade de la mer Adriatique.

L'information était passée relativement inaperçue dans les médias français : le 11 avril dernier, le président Donald Trump avait « signé l'instrument de ratification du protocole d'adhésion du Monténégro à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord » (OTAN), comme l'indiquait la Maison-Blanche dans un [communiqué succinct](#).

Vu de Moscou, il s'agissait d'une énième provocation de la part de Washington qui soutient activement l'extension de l'OTAN dans sa zone d'influence. Le ministère russe des Affaires étrangères avait d'ailleurs protesté contre cette décision qui [« porte atteinte à la stabilité des Balkans et de l'Europe en général »](#), et Moscou avait bloqué les importations de vin du Monténégro.

Ce même 11 avril, le secrétaire d'État américain Rex Tillerson entamait une visite très attendue à Moscou, dans un moment de forte tension entre les deux anciens rivaux de la Guerre froide. Difficile de croire à une coïncidence. Cela ressemblait plutôt à un coup calculé que semble affectionner le président Trump. Accompagner les négociations internationales de provocations ou de démonstrations de force est conçu comme permettant à Washington d'asseoir une position dominante et de maintenir une pression sur ses « partenaires ».

Ce jeu dangereux et difficilement prévisible a pour toile de fond l'élargissement continu de l'Alliance atlantique, menace majeure pour Moscou, qui contribue à la déstabilisation de l'Europe orientale et des Balkans.

Par son appartenance à l'OTAN, la France se retrouve étroitement associée à cette politique agressive, régulièrement accompagnée de violations du droit international. En cas d'aggravation majeure des tensions, la France risque ainsi de subir les conséquences d'une mécanique d'expansion dont elle n'a aucune maîtrise.

Le présent article retrace l'extension de l'OTAN, source de tensions avec la Russie, et l'alignement progressif de la France sur cette politique, au nom de la « construction européenne ».

I - L'EXTENSION DE L'OTAN À L'EST DE L'EUROPE, PRINCIPALE SOURCE DE TENSIONS AVEC LA RUSSIE.

Le traité de l'Atlantique nord, signé le 4 avril 1949 à Washington, fit naître l'OTAN dans un contexte de début de Guerre froide, marqué par l'opposition entre les doctrines Roosevelt et Jdanov (1947) et la crise de Berlin

L'Alliance posait le principe d'une défense collective du camp atlantique présentée comme nécessaire face à la menace soviétique. Mais cette création de l'OTAN fut perçue en retour comme une menace par l'URSS, qui y riposta six ans après, par la signature du Pacte de Varsovie en 1955.

Les clauses de défense collective et l'arsenal nucléaire des deux superpuissances assuraient « l'équilibre de la terreur » qui allait dominer le paysage stratégique pendant un demi-siècle, depuis le début des années 50 jusqu'au début des années 90.

Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, le Pacte de Varsovie fut dissous et la menace soviétique cessa d'exister. Beaucoup pensèrent alors que l'OTAN allait disparaître, n'ayant plus de raison d'être.

Ce ne fut pas le cas. Non seulement l'Alliance se maintint mais elle se lança dans un vaste mouvement d'élargissement aux anciens pays du bloc de l'est, élargissement qui est encore aujourd'hui assidûment poursuivi par les stratèges américains aux commandes de l'OTAN. L'Alliance atlantique opéra ainsi une mue stratégique : d'une organisation de défense collective censée faire face à une menace réelle, l'OTAN devint ouvertement un instrument au service de l'expansion de l'hyperpuissance américaine dans l'ancienne zone d'influence soviétique.

En 1990, à la faveur de la réunification allemande, l'ancienne RDA rejoignit l'OTAN. Le secrétaire d'État américain James Baker aurait alors promis à Gorbatchev que l'Alliance ne déploierait pas de troupes à l'est de l'Allemagne. S'il existe une controverse historique et des divergences d'interprétation sur ce point, c'est bien ainsi que l'avaient compris les élites russes dont Vladimir Poutine, qui l'a rappelé dans un discours prononcé à Munich le 10 mars 2007 [voir *Russie : vers une nouvelle guerre froide ?* sous la direction de Jean-Robert Raviot p.22-23].

Dès lors, l'élargissement de l'OTAN fut perçu par la Russie comme une politique agressive destinée à étendre la domination stratégique américaine dans l'ancien bloc de l'est et jusqu'à ses frontières, afin de contrecarrer la puissance russe et d'empêcher sa résurgence.

L'OTAN

La plus grande alliance militaire du monde

Organisation du traité de l'Atlantique-Nord
fondée le 4 avril 1949

■ 28 pays membres



Carte des 28 États-membres de l'OTAN "élargie" - avant l'adhésion du Monténégro le 5 juin 2017 comme 29e membre.

L'élargissement commença en 1999, quand la Pologne, la République tchèque et la Hongrie rejoignirent l'OTAN. La même année, l'Alliance lança sa première intervention militaire en Serbie, menant des bombardements sans mandat de l'ONU. Ce conflit illustre l'évolution de l'OTAN, qui intervient sans qu'aucune agression n'ait été commise contre l'un de ses États-membres, de surcroît en violation patente du droit international. Loin d'une Alliance défensive, l'OTAN montre un visage agressif dans les Balkans, zone d'influence traditionnelle de Moscou. L'offensive cause d'ailleurs près de 500 morts au Monténégro, à l'époque rattaché à la Serbie, qui vient aujourd'hui de rejoindre l'Alliance atlantique.

En 2004, l'OTAN signe des « partenariats pour la paix » avec tous les anciens pays de l'URSS, afin de mettre en place un cadre de coopération pour une intégration politico-stratégique et militaro-industrielle de ces États. Dans l'année, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, l'Estonie, la Lituanie et la Lettonie rejoignent l'OTAN, désormais limitrophe directe de la Russie, via les États baltes.

En 2009, l'OTAN renforce son ancrage dans les Balkans avec l'adhésion de la Croatie et de l'Albanie. Des discussions d'adhésions sont aujourd'hui très avancées avec la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine (dont le principal obstacle à l'adhésion est la « guerre du nom » qui l'oppose à la Grèce), qui fournit déjà de nombreuses troupes pour les opérations de l'OTAN, notamment en Afghanistan.

Enfin, le Monténégro a officialisé son adhésion le 5 juin 2017, après avoir reçu l'aval de Washington et ratifié le traité d'adhésion le 28 avril dernier (l'opposition a boycotté le vote). Les sondages ont montré que la population monténégrine était très divisée sur cette question, mais l'option d'un référendum a été écartée.

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~
À l'élargissement de l'OTAN s'ajoute le déploiement d'un « bouclier » anti-missile à l'est de l'Europe, poussé par les Américains en dépit des protestations russes.

Sous le prétexte officiel – qui ne trompe personne – d'être dirigé contre les États « proliférant » (suspectés de vouloir se doter de l'arme nucléaire), dont l'Iran situé à des milliers de kilomètres, ce « bouclier » vient concrètement limiter les capacités russes de dissuasion nucléaire. Cette manœuvre rompt ainsi l'équilibre stratégique en vigueur depuis les années 1950 et institutionnalisé par les traités SALT depuis les années 1970. Le premier site de défense anti-missile de l'OTAN a été inauguré [en mai 2016 en Roumanie](#).

Ce contexte permet d'éclairer la crise ukrainienne, qui ne peut se comprendre sans intégrer la problématique fondamentale de l'élargissement de l'OTAN et les craintes obsidionales de Moscou.

L'annexion rapide de la Crimée par la Russie, suite au changement de gouvernement à Kiev, a été motivée par la crainte de Moscou de voir cette péninsule stratégique, abritant la flotte russe de la Mer noire, tomber dans les mains de l'OTAN. Le Kremlin n'a pas été dupe du rôle de Washington dans la crise, révélé au grand jour par les écoutes entre Geoffrey Pyatt, ambassadeur des États-Unis à Kiev, et la sous-secrétaire d'État Victoria Nuland, qui s'afficha aux côtés des manifestants du « Maïdan ».

La Russie n'a pas oublié non plus les velléités d'adhésion à l'OTAN de l'Ukraine, qui n'ont été que « différées » au sommet de l'Alliance de Bucarest en 2008. Depuis le déclenchement de la crise en 2014, l'OTAN n'a cessé de renforcer sa coopération avec l'Ukraine. Le président Porochenko a été invité au sommet de l'OTAN de Varsovie en juillet 2016, au cours duquel [a été décidé le déploiement de troupes supplémentaires en Europe de l'est](#).

La [déclaration finale de ce sommet désigne clairement la Russie](#) comme l'ennemi principal : « Les actions agressives de la Russie, y compris ses activités militaires provocatrices à la périphérie du territoire de l'OTAN (*sic*) et sa volonté avérée d'atteindre des objectifs politiques par la menace ou l'emploi de la force, constituent une source d'instabilité régionale, représentent un défi fondamental pour l'Alliance ».

Deux mois plus tard, [Porochenko déclarait qu'adhérer à l'OTAN restait pour l'Ukraine un « objectif stratégique »](#). Tant que cette perspective d'adhésion continuera d'être soutenue - ou seulement repoussée pour quelques années -, un règlement durable de la crise ukrainienne sera difficile à envisager.



Le président Donald Trump et le secrétaire général de l'OTAN - le Norvégien Jens Stoltenberg - au sommet de l'Alliance atlantique le 25 mai 2017 à Bruxelles. Le président américain a abandonné ce qu'il avait dit de l'OTAN pendant sa campagne électorale et s'est aligné sur la politique de "l'État profond" de Washington en soutenant l'OTAN et en dénonçant les "menaces" de la Russie.

Or, pour de nombreux stratèges américains, l'Ukraine est une pièce maîtresse pour contenir la puissance russe car « sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire », comme l'écrivait dès 1997 Zbigniew Brzezinski dans *Le Grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*.

Au récent sommet de l'OTAN à Bruxelles le 25 mai 2017, le président Donald Trump a finalement suivi cette ligne, contraire à celle qu'il avait semblé adopter lors de sa campagne électorale, en particulier lorsqu'[il a déclaré que l'OTAN devait se concentrer sur le terrorisme, l'immigration, et les « menaces de la Russie »](#).

Ainsi, l'extension continue de l'OTAN constitue bien l'irritant majeur de la relation américano-russe et la principale menace stratégique, vu de Moscou. Le [discours de Vladimir Poutine du 24 octobre 2014 au club de Valdaj](#) en est une claire illustration, à propos notamment de l'Ukraine.

La France, qui a décidé de réintégrer les instances de l'OTAN au moment où celle-ci évoluait vers un outil au service de l'expansionnisme américain, se retrouve étroitement associée à ces politiques agressives qui déstabilisent l'Europe et aggravent les risques de confrontation avec Moscou.

II - LA FRANCE PRISE DANS L'ENGRENAGE EURO-ATLANTISTE

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
La France de la IV^e République avait adhéré à l'OTAN dès sa création en avril 1949. Mais le général de Gaulle lui avait fait quitter son commandement militaire intégré dix-sept ans après, en mars 1966. Conforté politiquement par son élection au suffrage universel trois mois plus tôt (décembre 1965), de Gaulle avait décidé de recouvrer la souveraineté militaire française pleine et entière, en retirant ses forces à la disposition de l'Alliance et en ordonnant le départ des structures militaires de l'OTAN du territoire français. Ce départ et la fermeture des bases américaines en France eurent lieu un an plus tard.

De Gaulle ne cachait pas son hostilité à l'OTAN, dont il avait demandé en 1958 une réforme instaurant une direction tripartite (États-Unis, Royaume-Uni et France), ce que les Américains avaient refusé.

En sortant du commandement intégré, il souhaitait réaffirmer la souveraineté de la France et accompagner la « détente » qui marquait l'apaisement de la Guerre froide après la crise de Cuba de 1962. De Gaulle pouvait s'appuyer sur l'autonomie stratégique de la France, qui développait sa propre bombe atomique depuis la fin des années 50, ainsi que des vecteurs de lancement. De Gaulle avait refusé de se rallier aux [« accords de Nassau »](#) par lesquels le Royaume-Uni avait accepté d'utiliser sa force nucléaire en accord avec les États-Unis – en clair : de se placer en état de subordination par rapport à Washington -, et cela en échange de la fourniture de missiles Polaris américains.

Pour autant, le bloc socialiste demeurait une réalité dominant la moitié de l'Europe, ce qui justifiait aux yeux du Général le maintien de la France dans l'OTAN. De Gaulle avait ainsi décidé de rester dans l'alliance atlantique afin de coordonner une éventuelle action militaire d'envergure avec nos alliés occidentaux ; mais il était sorti du commandement militaire, afin que la France décide par elle-même de l'emploi de ses armées, sans laisser ce pouvoir à un commandement américain.

Toutefois, comme il l'expliqua à Peyrefitte, Charles de Gaulle estimait que le maintien de la France dans l'OTAN n'était que provisoire. Dès le milieu des années 60, de Gaulle anticipait que le bloc communiste finirait par s'effondrer – ce qui témoignait d'une prescience bien rare à cette époque-. Mais il pensait que cet effondrement entraînerait quasi-naturellement la dissolution de l'Alliance atlantique par volonté des pays d'Europe de secouer alors le joug américain – ce qui témoigne que le fondateur de la France Libre mésestimait à la fois le cynisme de la politique américaine et le degré de vassalisation des dirigeants européens vis-à-vis de Washington.

De Gaulle a donc posé les bases d'une politique d'indépendance, condition essentielle pour assurer la grandeur de la France. Dans le cadre de la Guerre froide, la France était, certes, membre du camp occidental. Mais elle voulait conserver une autonomie de dissuasion et rester maîtresse de l'engagement de ses troupes, afin de ne pas se laisser entraîner dans des conflits au service d'intérêts américains.

C'est cette politique d'indépendance nationale et de grandeur que la France a reniée, en réintégrant progressivement les structures de l'OTAN, alors même que l'Union soviétique a disparu. Ce réalignement sur Washington s'est effectué au nom de la nécessité de construire « l'Europe de la défense ».

Dès l'origine, la « défense européenne » était subordonnée à l'OTAN : la Communauté européenne de défense (CED), que l'alliance des gaullistes et des communistes avait fait échouer au Parlement français en 1954, devait être placée sous la supervision du commandant en chef de l'OTAN - qui est systématiquement un général américain.

Toujours dans cette logique, la « relance » de l'Europe de la défense avec le traité de Maastricht se fit en étroite coordination et sous le contrôle de l'OTAN. Dans [La France et l'OTAN, une histoire](#), Maurice Vaïsse écrit :

« en janvier 1993, les relations entre l'Eurocorps et l'OTAN sont précisées : en cas de crise, l'Eurocorps – y compris les unités françaises – peut être placé sous le commandement opérationnel de l'OTAN, alors que jusqu'alors Paris n'avait accepté que le principe d'un « contrôle opérationnel » ; le 11 janvier 1994, le sommet de l'OTAN à Bruxelles approuve la mise à disposition de l'UEO [Union de l'Europe occidentale, organisation de défense et de sûreté] de moyens de l'OTAN, quand les États-Unis ne seront pas activement impliqués et pour des missions ne découlant pas de l'article 5 du Traité. Et la France se rallie finalement au concept de Groupes de forces interarmées multinationales (GFIM), et accepte les nouvelles missions de l'OTAN au service du maintien de la paix ».

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Il conclut : « Une défense européenne ne pourra pas voir le jour en dehors de l'OTAN ». Entraînée par la machine européenne, dont la grande majorité des membres sont alignés sur les États-Unis, la France amorce son rapprochement avec l'OTAN.

Constatant que les partenaires européens refusaient une Europe de la défense indépendante de l'organisation atlantique, Jacques Chirac décida, en 1995, de faire participer la France au comité militaire et au conseil des ministres de la Défense de l'OTAN.

Pour faire passer la pilule aux cadres du mouvement gaulliste restés fidèles aux enseignements de l'Homme du 18 juin, l'entourage de Jacques Chirac développa l'argument habituel de tous ceux qui justifient leur trahison. Cet argument consiste invariablement à affirmer qu'il serait « plus efficace » « d'influer de l'intérieur » plutôt que de s'opposer à une structure de l'extérieur. En l'espèce, certains chiraquiens tentèrent de justifier cette trahison du gaullisme en arguant qu'il fallait réintégrer les structures de l'OTAN pour faire évoluer l'alliance de l'intérieur, afin de la rendre ainsi plus favorable aux intérêts européens et français.

Comme toutes les prétendues tentatives « d'influer de l'intérieur » qui ne reposent pas sur un rapport de forces crédible, celle-ci se solda bien entendu par un échec cinglant. La demande de Jacques Chirac de restructurer le commandement de l'OTAN fut sèchement refusée par Washington. Le président de la République française de l'époque souhaitait aussi que les « Européens » puissent en prendre la tête à tour de rôle, ce qui rappelle la réforme demandée par de Gaulle en 1958. Cela fut également refusé.

Contrairement au Général, qui prit les mesures qui s'imposaient, Chirac ne revint pas sur le rapprochement avec l'OTAN. S'il s'opposa par la suite à l'implication de l'OTAN en Irak en 2003-2004, il engagea néanmoins les troupes françaises aux côtés de l'Alliance, au Kosovo ou en Afghanistan.

En 2007, Nicolas Sarkozy franchit une étape supplémentaire en annonçant la réintégration de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, actée en 2009.

Désormais, la France a pleinement réintégré les structures de l'Alliance, ce qui témoigne de son alignement de plus en plus total sur les visées stratégiques américaines, qui ont pourtant montré leur dangerosité au tournant du XXI^e siècle. Cet alignement s'inscrit en parfaite conformité avec la construction européenne, qui intègre les pays d'Europe de l'est ayant rejoint l'OTAN. Javier Solana, ancien secrétaire général de l'OTAN et premier haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune, personifie cette concordance stratégique au service des intérêts américains.

Le « Livre blanc sur la défense nationale » de 2013 illustre le carcan mental dans lequel se sont désormais enfermés les dirigeants et les stratèges français. Car [il précise avec un empressement servile](#) que « notre stratégie de défense et de sécurité nationale ne se conçoit pas en dehors du cadre de l'Alliance Atlantique et de notre engagement dans l'Union européenne ».

La France ne s'autorise donc même plus à penser hors du cadre de l'OTAN, dont nous a pourtant décrit plus haut la politique d'élargissement agressif porteur de conflit avec la Russie.

Ainsi se referme le piège mental dans lequel se sont jetés les responsables français : pour avoir cru qu'une « Europe de la défense » serait un levier de puissance, pour avoir songé que rejoindre les structures de l'OTAN permettrait de « les faire évoluer de l'intérieur », la France se retrouve prise dans un engrenage euro-atlantiste dont elle ne maîtrise pas la course et qui risque de l'entraîner vers un conflit majeur.

Au cœur de cette logique folle se trouve « l'esprit d'abandon » dont parlait de Gaulle, pour caractériser l'attitude des politiciens à la fin des années 1930. Des dirigeants qui ne croient plus en la capacité de la France d'assurer son indépendance finissent par la livrer, par abandons successifs, au contrôle des puissances hégémoniques.

Conclusion : Allons-nous laisser « disparaître la France, emportée par des chimères » ?

L'élargissement de l'OTAN au Monténégro et la montée des tensions entre Moscou et Washington doivent être pris très au sérieux et imposent de repenser notre appartenance à l'OTAN. Il ne faut pas oublier que c'est dans cette région toujours instable des Balkans qu'a éclaté la Première Guerre mondiale. Même si les raisons profondes de celle-ci furent multiples, il n'en reste pas moins que c'est l'assassinat de l'archiduc d'Autriche François-Ferdinand à Sarajevo qui en fut le détonateur. Cet attentat avait alors entraîné le monde, par le jeu des alliances militaires « à vocation défensive », dans l'un des pires conflits de l'histoire.

Ambassadeur de France et représentant permanent auprès de l'OTAN de 1987 à 1993, Gabriel Robin faisait un constat sans appel ([cité par Régis Debray dans le Monde diplomatique](#)) :

« L'OTAN pollue le paysage international dans toutes les dimensions. Elle complique la construction de l'Europe. Elle complique les rapports avec l'OSCE. Elle complique les rapports avec la Russie, ce qui n'est pas négligeable. Elle complique même le fonctionnement du système international parce que, incapable de signer une convention renonçant au droit d'utiliser la force, l'OTAN ne se conforme pas au droit international. Le non-recours à la force est impossible pour l'OTAN car elle est précisément faite pour recourir à la force quand bon lui semble. Elle ne s'en est d'ailleurs pas privée, sans consulter le Conseil de sécurité des Nations unies. Par conséquent, je ne vois pas très bien ce qu'un pays comme la France peut espérer de l'OTAN, une organisation inutile et nuisible, sinon qu'elle disparaisse ».

Pour sortir du carcan intellectuel dans lesquels les dirigeants français se sont eux-mêmes enfermés, il faut renouer avec l'idée d'une France indépendante, universelle et ouverte sur le monde, qui assure la défense de ses intérêts, de son autonomie stratégique et le respect du droit international.

Mais cela ne peut pas se faire dans le cadre de l'Union européenne. Car c'est bien le leitmotiv irréflecté de « faire l'Europe », notamment sur le plan de la défense, qui a mené à notre alignement sur les intérêts euro-atlantistes.

Ce choix funeste a bien sûr été réitéré par [Emmanuel Macron dès son premier discours en tant que président de la République](#), où il déclarait « Nous avons un rôle immense : corriger les excès du cours du monde, et veiller à la défense de la liberté. C'est là notre vocation. Pour ce faire, nous aurons besoin d'une Europe plus efficace, plus démocratique, plus politique, car elle est l'instrument de notre puissance et de notre souveraineté ».

Emmanuel Macron a décidé de renommer le Quai d'Orsay en « ministère de l'Europe et des Affaires étrangères », en traduisant ainsi ses priorités par le fait que l'Europe passe avant les Affaires étrangères.

Il s'est ensuite empressé de nommer Sylvie Goulard - une fédéraliste européenne forcenée - à la tête du ministère de la défense, renommé de façon très inquiétante « ministère des armées ». Laquelle s'est aussitôt empressée d'affirmer que « si nous voulons faire l'Europe de la défense, il va y avoir des restructurations à opérer, faire des choix de compatibilité et, à terme, des choix qui pourraient passer dans un premier temps pour aboutir à privilégier des consortiums dans lesquels les Français ne sont pas toujours leaders » [16]. En bref, la nouvelle « ministre des armées » ne veut plus que la France privilégie les productions d'armement françaises mais que nous remettions notre destin dans les mains de fournisseurs d'armes étrangères...

En bref, la relance de « l'Europe de la défense », qu'Emmanuel Macron appelle de ses vœux, ne peut que conduire à une soumission renforcée aux intérêts stratégiques américains.

Le général de Gaulle avait parfaitement saisi cet état d'esprit et ses conséquences tragiques. [Dans sa conférence de presse du 28 octobre 1966, il déclarait](#) :

« Il est vrai que parmi nos contemporains, il y a beaucoup d'esprits, et souvent non des moindres, qui ont envisagé que la France renonçât à son indépendance, sous le couvert de tel ou tel ensemble international. Ayant ainsi remis à des organismes étrangers la responsabilité de notre destin, nos gouvernants n'auraient plus, selon l'expression consacrée par cette école de pensée, qu'à y plaider le dossier de la France. [...] »

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

Mais si nous avons écouté leurs apôtres excessifs, ces organismes où prédominent, tout le monde le sait, la protection politique, la force militaire, la puissance économique, l'aide multiforme des États-Unis, ces organismes n'auraient été pour nous qu'une couverture pour notre soumission à l'hégémonie américaine. Ainsi, la France disparaîtrait, emportée par les chimères ».

Mais il ajoutait qu'« au contraire, pour ma part, je n'ai jamais cessé d'inciter notre pays à assumer son indépendance ; et c'est cela qui fait l'unité d'une politique depuis l'origine, d'une politique qui est devenue, par la volonté du peuple, celle de la République ».

Assumer son indépendance, afin de porter au monde la voix de la France, impose non seulement de sortir de l'OTAN, mais également de l'Union européenne, qui a poussé la France à réintégrer pleinement l'alliance atlantique. Seule l'UPR propose cette voie vers la souveraineté, sans laquelle il ne peut y avoir de grande diplomatie ni même de réelle démocratie.

Antoine CARTHAGO

16 juin 2017

Antoine CARTHAGO, est un pseudonyme sous lequel écrit un expert de géopolitique, notamment du Moyen-Orient, adhérent fidèle de l'UPR, qui souhaite garder l'anonymat pour des raisons professionnelles.
